

Antifascistes, réveillons-nous!

ÉGIDIO DI PANFILO

Secrétaire Général SETCa-Liège

Chaque jour, nous découvrons de nouveaux éléments à charge concernant l'appartenance à la mouvance d'extrême droite de membres de la N-VA.

Ce fut d'abord des déclarations, des attitudes, des soutiens publics et des écrits qui ont jeté le trouble sur la personnalité et surtout sur les options politiques de deux nouveaux ministres. Jan Jambon et Théo Francken de la N-VA cristallisent depuis le débat sur le caractère d'extrême droite, si pas de la N-VA dans son ensemble, du moins d'une frange de celle-ci dont ils seraient les représentants au gouvernement.

Le jeudi 23 octobre, c'est Le Soir qui relaie une information du site ResistanceS.be concernant la présence d'un député fédéral N-VA, Koen Degroote, à un colloque commémoratif sur Joris Van Severen, le fondateur du Verdinaso, soit la dissidence clairement nazie du VNV.

Nous franchissons donc là un nouveau pas, d'autant que le député semble avoir du mal à clairement se distancier des idées et des actes de Van Severen. Et ce week-end on apprenait que la N-VA a nommé administrateur du centre pour l'égalité des chances Mathias Storme, un opposant à la loi anti-discrimination et donc aux objectifs du centre, et que la députée N-VA Sarah Smeyers n'exclut pas de gouverner avec le Vlaams Belang!

Réagir, oui, mais comment?

À partir de ces cas de plus en plus nombreux, peut-on légitimement s'inquiéter d'une banalisation des idées d'extrême droite à l'image de ce qui se passe dans de nombreux autres pays en Europe, à commencer par la France? Doit-on dire que le bruit des bottes entre au parlement? Faut-il réagir et si oui comment?

Tout d'abord, un petit rappel historique qui permet déjà de démontrer certains arguments de la N-VA mais aussi des libéraux qui se doivent de clarifier leur position. Nous y reviendrons. La N-VA est un parti qui s'est présenté devant les électeurs dans le jeu démocratique et a été élu. Nous ne le contestons pas. Mais nous ne pouvons oublier que ce fut aussi le cas du

NSDAP dans les années 20-30. Lorsqu'Hitler accède au pouvoir, il n'a pas la majorité absolue!

C'est la complicité de partis de la droite «traditionnelle» qui lui permet d'entrer au gouvernement. Ceux-ci le prennent car ils espèrent l'utiliser pour appliquer leur politique socio-économique de réforme dure et casser la gauche. Et un des postes que les Nazis obtiennent est celui de ministre de l'Intérieur de Prusse pour Goering.

Le fil des événements qui suivront, avec notamment l'incendie du Reichstag, est alors connu. Goering le décrit et l'explique d'ailleurs lui-même dans son livre «Renaissance de l'Allemagne». L'appareil d'état est mis au pas et utilisé pour casser les mouvements d'opposition et préparer le terrain pour une joute électorale totalement faussée. Pour un syndicaliste, connaître cette séquence historique ne peut qu'inquiéter quand on constate que la N-VA a exigé l'intérieur, y a placé Jan Jambon, et ce avec la complicité d'un MR aveuglé par sa haine envers le parti socialiste.

La seule question valable aujourd'hui que doivent se poser les démocrates, ceux qui défendent les valeurs humanistes est celle-ci: la séquence, même à intensité plus faible, peut-elle se répéter? Et si oui, que faire? N'est-il pas temps d'entrer en désobéissance au nom des valeurs démocratiques avant qu'il ne soit trop tard?

Répondons clairement. Pour nous la séquence que nous vivons est bien celle-là. Si nous reprenons comme définition du fascisme celle qui le qualifie de «dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier», il nous apparaît que la situation aujourd'hui n'est plus très éloignée de celle des années 20-30. Le capitalisme financier a pris largement le dessus sur le capitalisme industriel. Les mesures prônées par le gouvernement lui sont totalement favorables alors qu'elles sont contre productives si on veut relancer la consommation et donc la production.

Et la lecture de l'accord de gouvernement montre un projet de société réactionnaire sur tous les plans, pas seulement sur les aspects économiques, mais aussi sur les aspects sociétaux.

Nous savons aussi qui sont les premiers touchés lorsqu'un pouvoir devient fascisant: les chômeurs considérés comme asociaux, les étrangers, les syndicalistes et la gauche en général, les femmes, les homosexuels, les francs-maçons... Une liste déjà entamée.

Face à une telle menace, nous ne pouvons rester passifs. L'histoire nous a montré que si on laisse le fascisme s'insinuer dans les rouages de l'état, on se réveille généralement trop tard. Quand on n'a plus les moyens de s'y opposer. Quand on est déjà isolé et ensuite emprisonné. C'est donc tout de suite, et fort que l'on se doit de réagir. Et ce partout en Belgique

Pour nous, pointer du doigt cette dérive n'est pas faire un écran de fumée sur les mesures socio-économiques. C'est au contraire s'attaquer immédiatement à la pointe émergée de l'iceberg. Nous faisons donc un triple appel.

Amis démocrates libéraux, ressaisissez-vous!

Nous appelons les antifascistes à se réveiller et à se (re) structurer pour lutter de manière efficace contre les menaces sur la démocratie. Comme syndicaliste, nous proposons notamment la création d'une structure belge à l'image de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, www.visa-isa.org) en France.

Nous appelons les membres du MR à se ressaisir. Nous ne pouvons comprendre comment des démocrates, de réels antifascistes connus pour leur engagement dans cette cause, acceptent de jouer le jeu des apprentis fascistes. Amis démocrates libéraux, ressaisissez-vous!

Nous appelons aussi les socialistes qui montent au front au parlement à être cohérents, au risque de décrédibiliser le discours et de dévoyer les valeurs démocratiques, ce qui ferait plus de mal que de bien. En ce sens, nous ne pouvons comprendre, par exemple, comment le président du PS peut accepter de diriger sa commune, alors qu'il bénéficie d'une majorité absolue, en alliance avec un échevin MR qui tient des propos antisyndicaux. C'est là aussi laisser entrer le loup dans la bergerie. C'est là aussi un fait politique qui n'est plus acceptable.